

6 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XV "des subventions de la Région wallonne" inséré par le décret du 17 décembre 1992 et modifié par le décret du 16 février 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 janvier 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 février 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.537/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est attribuée à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération :

1° de terrains qui sont soumis au régime forestier;

2° de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

3° de terrains appartenant à des personnes de droit public belge; ou

4° des terrains agricoles exploités en faire valoir indirect.

Par ailleurs, la plantation de haies brise-vent et d'alignements ne fait pas l'objet du présent arrêté.

Art. 2. La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1° l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'annexe 1;

2° l'espèce régénérée doit être adaptée à la station. Les essences figurant à l'annexe 1 qui, si l'on suit le "Fichier écologique des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne, seraient exclues du secteur considéré, ne peuvent être l'objet de la présente demande;

3° le drainage artificiel de la station concernée ou l'entretien d'un drainage existant est interdit;

4° la plantation de peupliers euraméricains et interaméricains est effectuée uniquement en zone agricole au plan de secteur;

5° en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges et étrangères sont mentionnées au Dictionnaire des Provenances recommandables des essences édité par la Division de la Nature et des Forêts. Si pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable ou si les plants ont été obtenus par reproduction végétative, une autorisation pourra être accordée lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6;

6° la régénération porte sur une superficie d'au moins 50 ares d'un seul tenant; toutefois, pour les feuillus ainsi que pour les résineux régénérés naturellement, la superficie minimale de 50 ares peut être divisée en plusieurs îlots de 10 ares minimum pour l'établissement de cordons feuillus ou si les conditions sylvicoles l'exigent. La subvention est limitée à un maximum de 5 hectares par an et par titulaire de droit réel. Elle est portée à 10 hectares pour les groupements forestiers;

7° dans le cas d'une régénération en résineux, 10 % au moins de l'étendue de la parcelle devront être régénérés en feuillus subventionnés au taux qui leur est propre;

8° la plantation de résineux ne peut remplacer un peuplement feuillu sauf autorisation accordée pour raison écologique lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6;

9° en ce qui concerne les terres reprises en zone agricole au plan de secteur, la surface minimale à boiser est fixée à 1 hectare, lorsque les terres n'ont pas au moins 1/4 de leur périmètre contigu à un boisement existant;

10° en cas de régénération artificielle, les nombres minimum et maximum de plants par are sont mentionnés à l'annexe 1;

11° la régénération artificielle est terminée au plus tard deux saisons de végétation après la demande;

12° la régénération naturelle est composée de sujets d'une hauteur inférieure à 5 mètres;

13° sauf cas de force majeure, le bénéficiaire de la subvention doit maintenir ou garantir le maintien des lieux dans leur état boisé pendant vingt ans à partir de l'octroi de la subvention, à peine de remboursement de la somme réajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne.

Le Ministre ou son délégué est chargé d'assurer la publicité du Fichier écologique des essences et du Dictionnaire des Provenances recommandables des essences édités par le Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée au directeur du centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci.

La demande indique les nom, prénoms et adresse du demandeur en indiquant la nature du droit réel et éventuellement de son mandataire.

Elle est accompagnée :

1° d'un extrait de carte topographique au 1/10.000^e, 1/20.000^e ou 1/25.000^e sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

2° d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles ou parties où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;

3° des renseignements suivants pour chaque parcelle à régénérer :

a) la surface par espèce ou ensemble d'espèces;

b) la ou les espèces à régénérer;

c) en cas de régénération artificielle, l'écartement et la provenance;

4° du permis d'urbanisme, lorsqu'il est requis.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours.

Pour bénéficier de la subvention la régénération devra être réalisée au plus tard le 10 mai 2005 de façon à permettre l'introduction de la demande de liquidation de la 2^e tranche le 31 août 2006 au plus tard.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande par personne et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Les membres du personnel de la Division de la Nature et des Forêts visitent les lieux faisant l'objet de la demande de subvention et y procèdent aux contrôles appropriés, après avertissement du demandeur.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. Le directeur du Centre saisi de la demande se prononce sur la demande de subvention dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet, après vérification sur place par le directeur du centre ou son délégué. Sans préjudice de l'article 3, les travaux peuvent débuter après avoir reçu l'accusé de réception sans préjuger de la décision qui sera prise.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès du Ministre ou de son délégué contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur du Centre endéans le délai prévu. Le Ministre ou son délégué dispose de soixante jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

Art. 7. § 1^{er}. En cas de régénération artificielle, la subvention est liquidée en 2 tranches :

1° la 1^{re} tranche correspond au montant des factures d'achat de plants plafonnées conformément à l'article 10, accompagnées des attestations de certification officielle, relatives aux provenances, ces documents étant fournis pour la liquidation;

2° la 2^e tranche correspond à la différence entre le total des factures et/ou des fiches de salaires plafonnées conformément à l'article 10 et le montant versé en tant que 1^{re} tranche.

Cette 2^e tranche est liquidée après vérification de l'exécution des travaux par le directeur du Centre ou son délégué sur présentation des copies des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur et d'un bordereau récapitulatif.

Elle est opérée après vérification entre le 1^{er} juin et le 30 septembre de la deuxième année de végétation suivant la fin des travaux si :

1° en cas de régénération artificielle, le taux de reprise est tel que le nombre minimum figurant à l'annexe 1 est atteint. En vue d'atteindre ce taux de reprise, la liquidation de la 2^e tranche pourra être reportée d'un an, sauf pour l'année 2006;

2° la parcelle régénérée est en bon état de végétation et suffisamment dégagée que pour présenter de sérieuses garanties d'avenir.

§ 2. En cas de régénération naturelle, la subvention est liquidée en une seule fois conformément aux conditions reprises ci-dessus pour le paiement de la 2^e tranche et si 60 % de la surface est couverte de semis, dont la densité correspond aux nombres de plants par are exigées en plantation à l'annexe 1. Pour une régénération naturelle acquise, la liquidation peut être opérée après vérification dans l'année de végétation.

Art. 8. Le tableau en annexe 1 reprend les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minimum et maximum de plants imposés par are.

Toutefois, le nombre minimum de plants peut être réduit, lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6, si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle ou si des protections individuelles le justifient.

Art. 9. Pour des raisons culturelles ou d'amélioration de la biodiversité, les régénérations naturelles ou artificielles d'espèces indigènes non reprises à l'annexe 1 sont subsidiables aux montants prévus pour les autres feuillus conformément à l'article 10, § 2 et § 3. Toutefois la subvention ne peut être accordée que pour un maximum de 20 % du nombre total des plants de la régénération de l'essence principale.

Ces régénérations ne sont prises en considération lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6 que si elles correspondent aux conditions édaphiques et climatiques locales.

Art. 10. § 1^{er}. Les types de travaux subventionnables tant pour les feuillus que pour les résineux sont les suivants :

- 1° la préparation du terrain à l'exclusion des traitements chimiques avant plantation ou régénération naturelle;
- 2° l'achat des plants, y compris le transport et la mise en jauge;
- 3° la plantation;
- 4° la protection contre le gibier;
- 5° le regarnissage (plants et plantations);
- 6° le dépressage;
- 7° les premiers dégagements mécaniques ou manuels à l'exclusion des dégagements chimiques.

§ 2. Le montant maximal par ha des subventions par travaux pris en compte à concurrence des factures fournies est repris en annexe 2.

§ 3. Le montant total de la subvention est plafonné à :

- 1° 3.200 EUR/ha, (trois mille deux cents euros/ha) pour les chênes indigènes;
- 2° 2.400 EUR/ha (deux mille quatre cents euros/ha) pour le hêtre;
- 3° 1.200 EUR/ha (mille deux cents euros/ha) pour le douglas et les mélèzes, pour les autres feuillus y compris les espèces à vocation culturale, à l'exception des peupliers inter- et euraméricains;
- 4° 320 EUR/ha (trois cent vingt euros/ha) pour les peupliers inter et euraméricains en zone agricole ainsi que pour les résineux à l'exception du douglas et du mélèze.

Dans le cas de régénération à l'aide de plusieurs essences, le montant de la subvention est calculé au prorata du nombre de plants de chaque essence.

§ 4. Les montants maximaux établis au § 3 sont augmentés de 125 EUR/ha (cent vingt cinq euros/ha) dans le cas de plantation d'une provenance recommandable belge.

§ 5. Les montants maximaux établis au § 3 sont augmentés de 250 EUR/ha (deux cent cinquante euros/ha) dans le cas où la demande émane d'un groupement forestier constitué conformément à la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers.

Art. 11. Pour des opérations de même nature, le présent arrêté n'est pas cumulable avec d'autres régimes d'aides existants.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses est abrogé.

Art. 13. Les demandes de subvention introduites en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses continuent à être régies par cet arrêté.

Art. 14. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 septembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Annexe 1

Espèces feuillues subventionnées

Nom		Nombre de plants/are Min - Max
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	1 - 6
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>	10 - 20
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>	10 - 20
Bouleau verruqueux	<i>Betula pendula</i>	10 - 20
Caryers	<i>Carya sp</i>	1 - 6
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>	10 - 25
Châtaignier	<i>Castanea sativa</i>	10 - 25
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>	10 - 25
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i>	10 - 25
Chêne rouvre	<i>Quercus petraea</i>	10 - 25
Erable sycomore ou plane	<i>Acer pseudoplatanus ou platanoides</i>	10 - 20
Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i>	10 - 20
Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>	16 - 33
Merisier	<i>Prunus avium</i>	10 - 20
Noyer commun	<i>Juglans regia</i>	1 - 6
Noyer hybride	<i>Juglans intermedia</i>	1 - 6
Noyer noir	<i>Juglans nigra</i>	1 - 6
Peuplier grisard	<i>Populus canescens</i>	2 - 7
Peuplier euraméricains	<i>Populus euramericana</i>	1 - 2
Peuplier interaméricains (1)	<i>Populus interamericana</i>	1 - 2
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>	2 - 7
Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10 - 20
Saule blanc	<i>Salix alba</i>	10 - 20
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>	10 - 20
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>	10 - 20
Tulipier de Virginie	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1 - 6

(1) y compris les trichocarpa

Espèces résineuses subventionnées

Nom		Nombre de plants/are Min - Max
<i>Douglas vert</i>	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10 - 20
<i>Epicéa commun</i>	<i>Picea abies</i>	10 - 20
<i>Epicéa de Sitka</i>	<i>Picea sitchensis</i>	10 - 20
<i>Mélèze d'Europe</i>	<i>Larix decidua</i>	10 - 20
<i>Mélèze du Japon</i>	<i>Larix kaempferi</i>	6 - 20
<i>Mélèze hybride</i>	<i>Larix eurolepis</i>	6 - 20
<i>Pin de Koekelare</i>	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare</i>	16 - 25
<i>Pin laricio de Corse</i>	<i>Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana</i>	16 - 25
<i>Pin noir d'Autriche</i>	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca</i>	16 - 25
<i>Pin sylvestre</i>	<i>Pinus sylvestris</i>	16 - 25
<i>Sapin de Vancouver</i>	<i>Abies grandis</i>	10 - 20
<i>Sapin noble</i>	<i>Abies procera</i>	20 - 25
<i>Sapin pectiné</i>	<i>Abies alba</i>	20 - 25
<i>Thuya géant</i>	<i>Thuya plicata</i>	16 - 20
<i>Tsuga</i>	<i>Tsuga heterophylla</i>	16 - 20

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2001 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

J. HAPPART

Annexe 2

Montant maximal des subventions par type de travaux exprimé en euro par ha

Travaux subventionnables	Chênes indigènes et hêtre		autres espèces	
	Montant	Unité	Montant	Unité
Préparation terrain	500	(cinq cents)	300	(trois cents)
Plants	1 000	(mille)	550	(cinq cent cinquante)
Plantation	550	(cinq cent cinquante)	420	(quatre cent vingt)
Protection gibier	800	(huit cents)	450	(quatre cent cinquante)
Regarnissage	250	(deux cent cinquante)	150	(cent cinquante)
Dégagements	950	(neuf cent cinquante)	600	(six cents)
Dépressage	550	(cinq cent cinquante)	350	(trois cent cinquante)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2001 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 2735

[C — 2001/27524]

6. SEPTEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995;

Aufgrund des am 17. Januar 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Februar 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 11. Juli 2001 in Anwendung der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Art. 84 Absatz 1, 1°, gegebenen Gutachtens Nr. 31.537/4 des Staatsrates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Rahmen der Haushaltsmittel wird ein Zuschuss für die natürliche oder künstliche Regeneration von Laub- und Nadelbäumen gewährt.

Der Zuschuss wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuss wird nicht gewährt für die Regeneration:

1° von Grundstücken, die der Forstordnung unterliegen;

2° von Grundstücken, deren Bewirtschaftung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist;

3° von Grundstücken, die belgischen öffentlich-rechtlichen Personen gehören;

4° von nicht in Eigenbewirtschaftung genutzten landwirtschaftlichen Grundstücken.

Zudem ist die Anpflanzung von Windschutzhecken und Baumreihen nicht Gegenstand des vorliegenden Erlasses.

Art. 2 - Der Zuschuss wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die regenerierte Baumart wird in der in der Anlage 1 angeführten Liste der bezuschussten Baumarten erwähnt;

2° die regenerierte Baumart muss an die Station angepasst sein. Die in der Anlage 1 angeführten Baumarten, die bei Berücksichtigung der vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Ökologischen Datei der Arten" von dem betreffenden Bereich ausgeschlossen würden, können nicht Gegenstand des vorliegenden Antrags sein;

3° die künstliche Entwässerung der betreffenden Station oder die Instandhaltung einer bestehenden Entwässerungsanlage ist untersagt;

4° die Anpflanzung von euramerikanischen und interamerikanischen Pappeln erfolgt nur in Agrargebieten laut dem Sektorenplan;

5° bei einer künstlichen Regeneration muss das Pflanzgut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen und ausländischen Herkünfte sind in dem von der Abteilung Natur und Forstwesen herausgegebenen Lexikon der empfehlenswerten Herkünfte der Arten aufgeführt. Wenn es für eine bestimmte Art keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt oder wenn das Pflanzgut aus vegetativer Fortpflanzung stammt, kann bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses laut Art. 6 eine Genehmigung gewährt werden:

6° die Regeneration bezieht sich auf eine zusammenhängende Fläche von mindestens 50 Ar; bei Laubwald sowie für die auf natürliche Weise regenerierten Nadelbaumarten kann die Mindestfläche von 50 Ar jedoch in mehrere Parzellen von mindestens 10 Ar aufgeteilt werden, wenn Reihen von Laubbäumen angepflanzt werden sollen oder wenn die waldbaulichen Verhältnisse dies erfordern. Der Zuschuss ist auf eine Höchstfläche von 5 Hektar pro Jahr und pro Inhaber eines dinglichen Rechts begrenzt. Für die Forstbetriebsgemeinschaften wird diese Begrenzung auf 10 Hektar gebracht;

7° im Falle einer Regeneration mit Nadelbaumarten müssen mindestens 10 % der Parzelle mit Laubbaumarten regeneriert werden, die zum für sie eigenen Satz bezuschusst werden;

8° eine Anpflanzung von Nadelbaumarten darf einen Laubbaumbestand nicht ersetzen, es sei denn es wird bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses laut Art. 6 eine Genehmigung aus ökologischen Gründen gewährt;

9° für die in einem Agrargebiet im Sinne des Sektorenplans gelegenen Flächen wird die zu bepfanzende Mindestfläche auf 1 Hektar festgelegt, wenn nicht wenigstens 1/4 ihres Perimeters an eine bestehende Pflanzung grenzt;

10° für die künstliche Regeneration ist die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in der Anlage 1 erwähnt;

11° die künstliche Regeneration wird spätestens 2 Wachstumsperioden nach Antragstellung beendet;

12° die natürliche Regeneration betrifft Stämme, die nicht höher als 5 Meter sind;

13° außer bei höherer Gewalt muss der Antragsteller die Anpflanzung während 20 Jahren ab der Gewährung des Zuschusses erhalten oder garantieren, vorbehaltlich der Rückerstattung der aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise angepassten Summe, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung der Subvention durch die Wallonische Region gültig war.

Der Minister oder sein Vertreter wird mit der Bekanntmachung der ökologischen Datei der Arten und des Lexikons der empfehlenswerten Herkünfte der Arten beauftragt, die durch das Ministerium der Wallonischen Region herausgegeben werden.

Art. 3 - Jeder Antrag auf Zuschuss wird an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist.

In diesem Antrag wird der Name, Vorname und die Anschrift des Empfängers vermerkt, sowie die Art des dinglichen Rechts oder gegebenenfalls der Name, Vorname und die Anschrift seines Bevollmächtigten.

Dem Antrag wird folgendes beigefügt:

1° ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, auf der die betreffende (n) Parzelle (n) rot eingekreist sind;

2° ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die ein Zuschuss beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;

3° nachstehende Auskünfte für jede zu regenerierende Parzelle:

a) der Flächeninhalt pro Baumart bzw. Gruppe von Baumarten;

b) die zu regenerierende (n) Baumart(en);

c) im Fall einer künstlichen Regeneration, der Abstand und die Herkunft;

4° die Städtebaugenehmigung, falls diese erforderlich ist.

Dem Antragsteller wird innerhalb von fünfzehn Tagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Um in den Genuss des Zuschusses zu gelangen, muss die Regeneration spätestens am 10. Mai 2005 erfolgen, so dass der Antrag auf Auszahlung des 2. Teilbetrags spätestens am 31. August 2006 eingereicht werden kann.

Art. 4 - Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Empfänger betrachtet, und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5 - Nach Benachrichtigung des Empfängers besichtigt das Personal der Abteilung Natur und Forstwesen das Gelände, das Gegenstand des Zuschussantrags ist, und führt das geeignete Kontrollverfahren durch.

Wenn der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuss verweigert.

Art. 6 - Der Direktor des Zentrums, bei dem der Antrag eingegangen ist, entscheidet über den Zuschussantrag binnen 60 Tagen nach Eingang der vollständigen Antragsakte und nach Überprüfung vor Ort durch den Direktor des Zentrums oder seinen Stellvertreter. Unbeschadet des Artikels 3 können die Arbeiten anfangen, sobald die Empfangsbestätigung eingegangen ist, ohne der zu treffenden Entscheidung vorzugreifen.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei dem Minister oder dessen Stellvertreter gegen die Verweigerung der Bezuschussung oder gegen die Tatsache, dass der Direktor des Zentrums innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, eine Berufung einzulegen. Der Minister oder dessen Stellvertreter verfügt über 60 Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen.

Art. 7 - § 1. Bei der künstlichen Regeneration wird der Zuschuss in zwei Teilbeträgen ausgezahlt:

1° der erste Teilbetrag entspricht dem Betrag der Rechnungen für den Ankauf von Pflanzengut, wobei der Höchstbetrag gemäß Art. 10 festgelegt wird; diesen Rechnungen werden zwecks der Auszahlung die offiziellen Bescheinigungen über die Herkünfte beigefügt.

2° der zweite Teilbetrag entspricht dem Unterschied zwischen dem Gesamtbetrag der Rechnungen und/oder der möglicherweise gemäß Artikel 10 auf einen Höchstbetrag begrenzten Lohnzettel einerseits und dem als erster Teilbetrag gezahlten Betrag andererseits.

Dieser zweite Teilbetrag wird nach Überprüfung der Ausführung der Arbeiten durch den Direktor des Zentrums oder durch seinen Stellvertreter und nach Vorlegung der Abschriften der beglichenen Rechnungen und/oder durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettels sowie einer zusammenfassenden Aufstellung ausgezahlt.

Diese Auszahlung erfolgt nach einer zwischen dem 1. Juni und dem 30. September des zweiten Wachstumsjahres nach Abschluss der Arbeiten durchgeführten Überprüfung, wenn:

1° bei der künstlichen Regeneration die Anwurzelung mindestens die in der Anlage 1 genannte Zahl erreicht. Um diesen Anwurzelungssatz zu erreichen, besteht, außer für das Jahr 2006, die Möglichkeit, die Auszahlung des zweiten Teilbetrags um ein Jahr auszusetzen;

2° die regenerierte Parzelle sich in einem guten Vegetationszustand befindet und ausreichend freisteht, um gute Zukunftsaussichten zu gewährleisten.

§ 2. Bei der natürlichen Regeneration wird der Zuschuss in einem Mal ausgezahlt, gemäß den für die vorgenannte Auszahlung des zweiten Teilbetrags angeführten Bestimmungen und wenn 60% der Fläche angepflanzt wurden. Hierbei muss die Dichte der Anpflanzung der in der Anlage 1 angeforderten Anzahl Stämme pro Ar entsprechen. Bei einer bereits erreichten natürlichen Regeneration kann die Auszahlung nach Überprüfung im Laufe des Wachstumsjahres durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Tabelle in der Anlage 1 führt die bezuschussten Arten an, sowie für jede dieser Arten die Mindest- und Höchstanzahl Jungpflanzen die pro Ar zu pflanzen sind.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses gemäß Art. 6 verringert werden, wenn sie von außergewöhnlicher genetischer Qualität sind oder individuelle Schutzmaßnahmen dies rechtfertigen.

Art. 9 - Aus Gründen der Baumkultur und der Verbesserung der Artenvielfalt sind die natürlichen oder künstlichen Regenerationen von nicht in der Anlage 1 angeführten heimischen Baumarten bezuschussbar in Höhe der Beträge, die gemäß Artikel 10 § 2 und 3 für die übrigen Laubbaumarten vorgesehen sind. Diese Bezuschussung wird jedoch für maximal 20% der Gesamtanzahl der Jungpflanzen der Regeneration der wichtigsten Art gewährt.

Diese Regenerationen werden bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses gemäß Art. 6 nur dann berücksichtigt, wenn sie den lokalen bodenbedingten und klimatischen Bedingungen entsprechen.

Art. 10 - § 1. Folgende Arten von Arbeiten sind sowohl für die Laubbäume als auch für die Nadelbäume bezuschussbar:

1° die Vorbereitung des Bodens vor der Anpflanzung oder der natürlichen Regeneration mit Ausnahme chemischer Behandlungsverfahren;

2° der Ankauf von Jungpflanzen, einschließlich der Transport und die Aufbewahrung im Einschlag;

3° die Anpflanzung;

4° der Schutz gegen Wildschäden;

5° die Wiederauffüllung (Jungpflanzen und Anpflanzungen);

6° die Auffichtung;

7° die ersten mechanischen oder manuellen Auflockerungen, mit Ausnahme der chemischen Auflockerungsverfahren.

§ 2. Der Höchstbetrag der Zuschüsse je Hektar für die berücksichtigten Arbeiten in Höhe der vorgelegten Rechnungen wird in der Anlage 2 angegeben

§ 3. Der Höchstbetrag des Zuschusses wird auf folgende Summen begrenzt:

1° 3.200 EUR/ha (dreitausendzweihundert Euro/Hektar) für die einheimische Eiche;

2° 2.400 EUR/ha (zweitausendvierhundert Euro/Hektar) für die Buche;

3° 1.200 EUR/ha (tausendzweihundert Euro/Hektar) für die Douglasie und die Lärche, für alle sonstigen Laubbaumarten, einschließlich der Anbauarten, mit Ausnahme der inter- und euramerikanischen Pappel;

4° 320 EUR/ha (dreihundertzwanzig Euro/Hektar) für die inter- und euramerikanischen Pappel innerhalb eines Agrargebiets sowie für die Nadelhölzer mit Ausnahme der Douglasie und der Lärche.

Im Fall einer Regeneration mittels mehrerer Arten wird der Betrag des Zuschusses im Verhältnis zu der Anzahl Pflanzen jeder Art berechnet.

§ 4. Die in § 3 festgesetzten Höchstbeträge werden im Falle einer Anpflanzung von empfehlenswerter belgischer Herkunft um 125 EUR/ha (hundertfünfzig Euro/Hektar) erhöht.

§ 5. Die in § 3 festgesetzten Höchstbeträge werden um 250 EUR/ha (zweihundertfünfzig Euro/Hektar) erhöht, wenn der Antrag von einer Forstbetriebsgemeinschaft stammt, die gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gebildet wurde.

Art. 11 - Für Maßnahmen gleicher Natur ist der vorliegende Erlass nicht mit anderen bestehenden Unterstützungsmaßnahmen kumulierbar.

Art. 12 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen eingereichten Anträge unterstehen weiterhin den Bestimmungen dieses Erlasses.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. September 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Anlage 1

Subventionierte Laubbaumarten

Name		Anzahl von Jungpflanzen je Ar Mini - Maxi
Elsbeerbaum	<i>Sorbus torminalis</i>	1 - 6
Schwarzerle	<i>Alnus glutinosa</i>	10 - 20
Moorbirke	<i>Betula pubescens</i>	10 - 20
Weißbirke	<i>Betula pendula</i>	10 - 20
Hickorybaum	<i>Carya sp</i>	1 - 6
Weißbuche	<i>Carpinus betulus</i>	10 - 25
Edelkastanie	<i>Castanea sativa</i>	10 - 25
Stieleiche	<i>Quercus robur</i>	10 - 25
Roteiche	<i>Quercus rubra</i>	10 - 25
Wintereiche	<i>Quercus petraea</i>	10 - 25
Spitzahorn	<i>Acer pseudoplatanus</i> oder <i>platanoïdes</i>	10 - 20
Esche	<i>Fraxinus excelsior</i>	10 - 20
Rotbuche	<i>Fagus sylvatica</i>	16 - 33
Süßkirsche	<i>Prunus avium</i>	10 - 20
Gemeiner Walnussbaum	<i>Juglans regia</i>	1 - 6
Hybridwalnussbaum	<i>Juglans intermedia</i>	1 - 6
Schwarzer Walnussbaum	<i>Juglans nigra</i>	1 - 6
Graupappel	<i>Populus canescens</i>	2 - 7
Euramerikanische Pappel	<i>Populus euramericana</i>	1 - 2
Interamerikanische Pappel (1)	<i>Populus interamericana</i>	1 - 2
Zitterpappel	<i>Populus tremula</i>	2 - 7
Scheinakazie	<i>Robinia pseudacacia</i>	10 - 20
Silberweide	<i>Salix alba</i>	10 - 20
Sommerlinde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10 - 20
Winterlinde	<i>Tilia cordata</i>	10 - 20
Tulpenbaum	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1 - 6

(1) Einschließlich *Trichocarpa*

Subventionierte Nadelbaumarten

Name		Anzahl von Jungpflanzen je Ar Mini - Maxi
Douglasie	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10 - 20
Fichte	<i>Picea abies</i>	10 - 20
Sitkafichte	<i>Picea sitchensis</i>	10 - 20
Europäische Lärche	<i>Larix decidua</i>	10 - 20
Japanische Lärche	<i>Larix kaempferi</i>	6 - 20
Hybridlärche	<i>Larix eurolepis</i>	6 - 20
Koekelarekiefer	<i>Pinus nigra ssp. nigra</i> var. <i>Koekelare</i>	16 - 25
Korsische Kiefer	<i>Pinus nigra ssp. Laricio</i> var. <i>corsicana</i>	16 - 25
Schwarzkiefer	<i>Pinus nigra ssp. nigra</i> var. <i>Austriaca</i>	16 - 25
Gemeine Kiefer	<i>Pinus sylvestris</i>	16 - 25
Großtanne	<i>Abies grandis</i>	10 - 20
Edeltanne	<i>Abies procera</i>	20 - 25
Weißtanne	<i>Abies alba</i>	20 - 25
Riesenlebensbaum	<i>Thuja plicata</i>	16 - 20
Kalifornische Hemlockstanne	<i>Tsuga heterophylla</i>	16 - 20

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2001 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten

J. HAPPART

Anlage 2

Höchstbetrag der Zuschüsse je nach Art der Arbeiten, in Euro per ha

Subventionierbare Arbeiten	Einheimische Eiche und Buche		Sonstige Arten	
Vorbereitung des Bodens	500	(fünfhundert)	300	(dreihundert)
Jungpflanzen	1 000	(tausend)	550	(fünfhundertfünfzig)
Anpflanzung	550	(fünfhundertfünfzig)	420	(vierhundertzwanzig)
Schutz vor Wildschäden	800	(achthundert)	450	(vierhundertfünfzig)
Wiederauffüllung	250	(zweihundertfünfzig)	150	(hundertfünfzig)
Auflockerung	950	(neunhundertfünfzig)	600	(sechshundert)
Auffichtung	550	(fünfhundertfünfzig)	350	(fünfhundertfünfzig)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2001 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten

J. HAPPART

VERTALING

N. 2001 — 2735

[C — 2001/27524]

6 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XV "toelagen van het Waalse Gewest", ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 januari 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 februari 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over de vraag om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 31.537/4, gegeven op 11 juli 2001, in uitvoering van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de Verordening (E.G.) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun aan de plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van bepaalde verordeningen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt er een toelage toegekend voor de natuurlijke of kunstmatige verjonging van loofboom- en naaldboombestanden.

De toelage wordt toegekend aan eigenaars van terreinen die in het Waalse Gewest liggen of aan de houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

Er wordt geen toelage toegekend voor de verjonging :

1° van terreinen onder bosregeling;

2° van terreinen waarvan het beheer in een overeenkomst met de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest vastligt;

3° van terreinen die het eigendom zijn van Belgische publiekrechtelijke personen, of

4° van landbouwgronden uitgebaat met onrechtstreeks inkomen.

Dit besluit slaat evenmin op het planten van windschermheggen of van bomenrijen.

Art. 2. De toelage wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° het verjongde soort staat vermeld op de lijst van gesubsidieerde boomsoorten in bijlage 1;

2° het verjongde soort moet aangepast zijn aan het groeigebied. Voor de in bijlage 1 vermelde soorten die volgens het "Fichier écologique des essences", uitgegeven door het Waalse Gewest, uit het betrokken gebied uitgesloten zouden zijn, mag deze aanvraag niet worden ingediend;

3° de kunstmatige afwatering van het betrokken gebied of het onderhoud van een bestaand afwateringssysteem zijn verboden;

4° het aanplanten van euramerikaanse of interamerikaanse populieren gebeurt enkel in gebieden die als landbouwgebieden zijn ingekleurd op het gewestplan;

5° in geval van kunstmatige verjonging moeten de planten van betrouwbare herkomst zijn. De Belgische en buitenlandse herkomsten zijn opgenomen in het "Dictionnaire des Provenances recommandables des essences" uitgegeven door de Afdeling Natuur en Bossen. Indien er voor een boomsoort geen betrouwbare herkomst (meer) bestaat of indien het bestand zich heeft vermeerderd, kan een toelating worden afgeleverd bij de beslissing om de toelage voorzien bij artikel 6 toe te kennen;

6° de te verjongen oppervlakte beslaat minstens 50 are uit één stuk; de minimumoppervlakte van 50 are kan voor loofbomen en naaldbomen die een natuurlijke verjonging ondergingen, en met het oog op de aanleg van loofbomenlinten of indien de bosbouwkundige toestand van dien aard is, echter ook worden opgedeeld in verschillende kleinere percelen die minstens 10 are beslaan. De toelage is beperkt tot een maximum van 5 hectare per jaar en per houder van een zakelijk recht. Bij bosgroeperingen wordt een toelage toegekend voor 10 hectare;

7° bij verjonging met naaldboomsoorten moet minstens 10 % van elk perceel verjongd worden met loofboomsoorten die in aanmerking komen voor de toekenning van de voor hen geldende toelage;

8° naaldbomen mogen geenszins de plaats innemen van een loofbomenbestand, behalve toelating wegens ecologische redenen die verleend wordt samen met de beslissing om de toelage te verlenen voorzien bij artikel 6;

9° wat betreft de gebieden die op het gewestplan als landbouwgebied zijn ingekleurd, wordt de te bebossen minimumoppervlakte vastgesteld op 1 hectare indien bedoelde gebieden niet over minstens één kwart van hun omtrek aan een bestaand bos aangrenzen;

10° bij kunstmatige verjonging wordt het minimum- en maximumaantal planten per are vermeld in bijlage 1;

11° de kunstmatige verjonging eindigt ten laatste twee groeiseizoenen na de aanvraag;

12° de natuurlijke verjonging bestaat uit stammen die niet hoger zijn dan vijf meter;

13° behoudens overmacht moet de toelagerechtigde de bebossing behouden of garanderen dat het areaal bebost blijft gedurende twintig jaar te rekenen van de toekenning van de toelage op straffe van terugbetaling van het bedrag na aanpassing ervan aan de hand van het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het cijfer dat van kracht was op het ogenblik dat het Waalse Gewest de uitbetaling verrichtte, als uitgangspunt wordt genomen.

De Minister of diens afgevaardigde zijn belast met de bekendmaking van het "Fichier écologique des essences" en het "Dictionnaire des Provenances recommandables des essences" die beide door het Ministerie van het Waalse Gewest worden uitgegeven.

Art. 3. Iedere toelageaanvraag wordt gericht aan de directeur van het centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of het merendeel daarvan, zich bevindt.

Op de aanvraag worden de naam, de voornamen en het adres van de aanvrager vermeld, evenals de aard van het zakelijk recht en, in voorkomend geval, van diens gemachtigde.

Daarbij worden gevoegd :

1° een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000 waarop het betrokken perceel of de betrokken percelen met een rode rand worden aangeduid;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of delen ervan met de bestanden waarvoor een toelage wordt aangevraagd, met een rode rand zijn aangeduid;

3° de volgende inlichtingen voor ieder te verjongen perceel :

a) de oppervlakte per soort of per geheel van soorten;

b) het (of de) te verjongen soort(en);

c) bij kunstmatige verjonging, de plantafstand en de afkomst;

4° de stedenbouwkundige vergunning indien vereist.

De aanvrager wordt binnen de vijftien dagen een bericht van ontvangst opgestuurd.

Wie de toelage wil genieten, moet de verjonging ten laatste hebben verricht tegen 10 mei 2005 zodat de aanvraag voor de uitbetaling van de tweede schijf ingediend kan worden ten laatste op 31 augustus 2006.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag per persoon en per kalenderjaar worden ingediend. In geval van onverdeeldeheid wordt die laatste, en niet iedere medeëigenaar afzonderlijk, als indiener van de aanvraag beschouwd. Elke aanvraag mag betrekking hebben op één of verschillende percelen.

Art. 5. De personeelsleden van de Afdeling Natuur en Bossen leggen een bezoek ter plaatse af voor elk toelageaanvraag en na de aanvrager daarover te hebben ingelicht, voeren ze de nodige controles uit.

Bij weigering door de aanvrager of indien hij de toepassing van dit artikel bemoeilijkt, wordt de toelage geweigerd.

Art. 6. De directeur van het centrum waar de toelageaanvraag werd ingediend, beslist daarover binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier en na controle ter plaatse door hemzelf of diens afgevaardigde. Onverminderd artikel 3 kunnen de werkzaamheden beginnen na ontvangst van het bericht van ontvangst zonder vooruit te lopen op de te treffen beslissing.

De aanvrager mag bij een ter post aangetekende brief een beroep indienen bij de Minister of diens afgevaardigde tegen de beslissing om de toelage te weigeren of indien er geen beslissing getroffen werd door de directeur van het centrum binnen de voorziene termijn. De Minister of diens afgevaardigde beschikken over zestig dagen om de aanvrager kennis te geven van de beslissing, bij een ter post aangetekende brief.

Art. 7. § 1. In geval van kunstmatige verjonging wordt de toelage in twee schijven uitbetaald :

1° de eerste, aan een maximumbedrag zoals bedoeld in artikel 10 gebonden schijf stemt overeen met het bedrag van de aankoopfacturen voor de planten, waarbij voor de uitbetaling de officiële herkomstbewijzen worden gevoegd;

2° de tweede, aan een maximumbedrag zoals bedoeld in artikel 10 bedoelde schijf stemt overeen met het verschil tussen het totaalbedrag van de facturen en/of de loonstrookjes en het bedrag dat bij de eerste schijf reeds is gestort.

De tweede schijf wordt uitbetaald na controle door de directeur van het centrum of diens afgevaardigde op de uitvoering van de werkzaamheden na voorlegging door de aanvrager van de voor eensluidend verklaarde afschriften van de gekwiteerde facturen en/of van de loonstrookjes en van een samenvattende opgave.

De betaling van de tweede schijf wordt afhankelijk van het einde van de werkzaamheden verricht na controle tussen 1 juni en 30 september van het tweede groeijaar indien :

1° er bij kunstmatige verjonging een zodanig groeicijfer wordt behaald dat het minimumaantal waarvan sprake in bijlage 1 is bereikt. Om dat groeicijfer te bereiken, kan de uitbetaling van de tweede schijf met één jaar worden uitgesteld, behalve voor het jaar 2006;

2° het verjongde perceel zich in een goede staat van groei bevindt en voldoende vrij is om ernstige waarborgen voor de toekomst te bieden.

§ 2. Bij natuurlijke verjonging wordt de toelage in één enkele keer uitbetaald tegen de voorwaarden die hieronder voor de betaling van de tweede schijf uiteen zijn gezet en indien de oppervlakte voor 60 % bedekt is met jonge planten waarbij de dichtheid overeen moet stemmen met het aantal planten dat in de beplanting in bijlage 1 is vereist. Indien de natuurlijke verjonging vaststaat, wordt de uitbetaling nog verricht na controle binnen het groeijaar zelf.

Art. 8. In de tabel in bijlage I staan de soorten vermeld die voor toelage in aanmerking komen en voor elke soort het minimum- en maximaantal dat per are moet worden aangeplant.

Het minimumaantal planten kan evenwel worden verminderd bij de beslissing om de toelage voorzien in artikel 6 toe te kennen, indien de planten van uitzonderlijke genetische kwaliteit zijn of indien individuele beschermingen nodig zijn.

Art. 9. Om bebouwingsredenen of voor de verbetering van de biodiversiteit komen de natuurlijke of kunstmatige verjonging van niet in bijlage I vermelde inheemse boomsoorten in aanmerking voor toelagen ten belope van bedragen voor de andere loofbomen overeenkomstig artikel 10, § 2 en § 3. De toelage wordt echter toegekend voor maximum 20 % van het totaal aantal planten van de verjonging van de belangrijkste soorten.

Er wordt enkel rekening gehouden met deze verjongingen bij de beslissing om de toelage voorzien in artikel 6 toe te kennen indien zij overeenstemmen met de plaatselijke edafische en weersomstandigheden.

Art. 10. § 1. De verschillende werken die in aanmerking komen voor subsidie zowel voor loofhout als voor naaldhout zijn de volgende :

1° de voorbereiding van de grond vóór de aanplanting of de natuurlijke verjonging met uitsluiting van de scheikundige behandeling;

2° de aankoop van planten, daarbij inbegrepen het vervoer en het greppelen;

3° de aanplanting;

4° de bescherming tegen het wild;

5° de aanvulling (planten en aanplantingen);

6° de zuivering;

7° de eerste mechanische of met handkracht verrichte vrijstellingen met uitzondering van de scheikundige vrijstelling.

§ 2. Het maximumbedrag van de toelage per ha en per aanmerking komende verrichting ten belope van de voorgelegde facturen wordt vermeld in bijlage 2.

§ 3. Het totaalbedrag van de toelage is beperkt tot :

1° 3.200 EUR/ha (drieduizend tweehonderd euro/ha) voor de inlandse eik;

2° 2.400 EUR/ha (tweeduizend vierhonderd euro/ha) voor de beuk;

3° 1.200 EUR/ha (duizend tweehonderd euro/ha) voor de douglas en de lork, voor de andere loofbomen daarin inbegrepen de bebouwingssoorten, met uitzondering van de inter- en euramerikaanse populieren;

4° 320 EUR/ha (driehonderd twintig euro/ha) voor de inter- en euramerikaanse populieren in landbouwgebieden, evenals voor naaldsoorten behalve de douglas en de lork.

Bij verjonging door verschillende boomsoorten wordt de toelage berekend in functie van het aantal planten per soort.

§ 4. De in § 3 vastgestelde maximumbedragen worden met 125 EUR/ha (honderd vijftig euro/ha) indien soorten van betrouwbare Belgische afkomst aan worden geplaat.

§ 5. De in § 3 vastgestelde maximumbedragen worden met 250 EUR/ha (tweehonderd vijftig euro/ha) verhoogd indien de aanvraag ingediend wordt door een bosgroepering die is opgericht overeenkomstig de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen.

Art. 11. Dit besluit is niet cumuleerbaar met andere bestaande steunregelingen voor gelijkaardige werken.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten wordt opgeheven.

Art. 13. De toelageaanvragen die worden ingediend in uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten worden verder door bedoeld besluit geregeld.

Art. 14. De Minister bevoegd voor de Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 september 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

Bijlage 1

Gesubsidieerde loofboomsoorten

Naam		Aantal planten per are	
		Min	Max
Elsbes	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Zwarte els	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Ruwe berk	<i>Betula pendula</i>	10	20
Bitternoot	<i>Carya sp</i>	1	6
Haagbeuk	<i>Carpinus betulus</i>	10	25
Tamme kastanje	<i>Castanea sativa</i>	10	25
Zomereik	<i>Quercus robur</i>	10	25
Amerikaanse eik	<i>Quercus rubra</i>	10	25
Wintereik	<i>Quercus petraea</i>	10	25
Gewone esdoorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10	20
Es	<i>Fraxinus excelsior</i>	10	20
Beuk	<i>Fagus sylvatica</i>	16	33
Zoete kers	<i>Prunus avium</i>	10	20
Notenboom	<i>Juglans regia</i>	1	6
Hybride notenboom	<i>Juglans intermedia</i>	1	6
Zwarte walnoot	<i>Juglans nigra</i>	1	6
Grauwe abeel	<i>Populus canescens</i>	2	7
Ratelpopulier	<i>Populus tremula</i>	2	7
Euramerikaanse populieren	<i>Populus euramericana</i>	1	2
Interamerikaanse populieren (1)	<i>Populus interamericana</i>	1	2
Gewone robinia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10	20
Schietwilg	<i>Salix alba</i>	10	20
Grootbladige linde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10	20
Kleinbladige linde	<i>Tilia cordata</i>	10	20
Tulpeboom	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1	6

(1) trichocarpa inbegrepen

Betoelaagbare naaldboomsoorten

Naam		Aantal planten per are	
		Min	Max
Groene Douglas	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10	20
Fijnspar	<i>Picea abies</i>	10	20
Sitka spar	<i>Picea sitchensis</i>	10	20
Europese lork	<i>Larix decidua</i>	10	20
Japanse lork	<i>Larix kaempferi</i>	6	20
Hybride lork	<i>Larix eurolepis</i>	6	20
Koekelare den	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare</i>	16	25
Corsicaanse den var. 16 25corsicana	<i>Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana</i>	16	25
Zwarte Oostenrijkse den	<i>Pinus nigra ssp. var. Austriaca</i>	16	25
Gewone den	<i>Pinus sylvestris</i>	16	25
Reuzen Zilverden Vancouverden	<i>Abies grandis</i>	10	20
Veredelde den	<i>Abies procera</i>	16	25
Zilverden	<i>Abies alba</i>	16	25
Reuzen levensboom	<i>Thuja plicata</i>	16	20
(Westerse) Helmlock	<i>Tsuga heterophylla</i>	16	20

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2001 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

Bijlage 2

Maximumbedrag der toelagen per type verrichting, uitgedrukt in euro per ha

Subsidieerbare werken	Inlandse eik en beuk		Andere soorten	
Vorbereitung terrein	500	(vijfhonderd)	300	(driehonderd)
Planten	1 000	(duizend)	550	(vijfhonderd vijftig)
Aanplanting	550	(vijfhonderd vijftig)	420	(vierhonderd twintig)
Bescherming tegen wild	800	(acht honderd)	450	(vierhonderd vijftig)
Aanvulling	250	(tweehonderd vijftig)	150	(honderd vijftig)
Vrijmaken	950	(negenhonderd vijftig)	600	(zeshonderd)
Zuivering	550	(vijfhonderd vijftig)	350	(driehonderd vijftig)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2001 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART



F. 2001 — 2736

[C — 2001/27525]

10 AVRIL 2001. — Arrêté ministériel fixant les modalités de paiement de la prime de première installation en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000, notamment l'article 16;

Vu l'approbation par la Commission européenne du Plan wallon de développement rural en date du 25 septembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le traitement des dossiers introduits depuis janvier 2000 et relatifs aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs doit être diligent vu la situation financière des exploitations,

Arrête :

Article unique. Le montant de la prime en capital prévue à l'article 16, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, tel que modifié, sera liquidé en un seul paiement.

Ce paiement sera ordonné lorsque l'administration est avisée par l'organisme de crédit d'un prélèvement d'au moins 2 000 052 BEF (49.580 EUR), dans le cadre d'un crédit nécessaire à l'installation d'une durée minimale de cinq ans, conformément à l'article 20, premier alinéa du même arrêté.

Cette liquidation nécessitera en outre qu'au moment de la mise en paiement, l'administration soit en possession des documents justifiant de la capacité professionnelle minimale de première installation, du statut social du demandeur et de l'engagement de tenue de comptabilité de gestion.

En cas d'investissement inférieur à 2 000 052 BEF (49.580 EUR), la prime est adaptée et la totalité du prélèvement doit avoir été effectué dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Namur, le 10 avril 2001.

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 2736

[C — 2001/27525]

10. APRIL 2001 — Ministerialerlass zur Festlegung der Modalitäten für die Zahlung der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000 gewährten Prämie für die Erstiniederlassung

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000, insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund der am 25. September 2000 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zum Wallonischen Plan für die Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Behandlung der seit Januar 2000 eingereichten Akten zur Gewährung von Beihilfen für die Niederlassung von Junglandwirten in Anbetracht der finanziellen Lage der Betriebe voranzutreiben ist,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Betrag der in Artikel 16, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 in seiner abgeänderten Fassung angeführten Kapitalprämie wird in einem Mal ausgezahlt.

Diese Zahlung wird angeordnet, sobald die Verwaltung von der Kreditanstalt benachrichtigt wird, dass eine Geldabhebung von wenigstens 2 000 052 BEF (49.580 Euro) stattgefunden hat im Rahmen eines Kredits für die Niederlassung mit einer Mindestlaufzeit von 5 Jahren, gemäß Artikel 20, Absatz 1 desselben Erlasses.